

Distr.  
GENERALE

A/CONF.157/PC/42/Add.7  
28 avril 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME  
Comité préparatoire  
Quatrième session  
Genève, 19-30 avril 1993  
Point 6 de l'ordre du jour

RAPPORTS SUR LES AUTRES REUNIONS ET ACTIVITES

Rapport du Secrétaire général

Additif

Contribution du Mouvement international "Rights and Humanity"

1. L'Assemblée générale, par sa résolution 46/116, a prié le Secrétaire général de rendre compte au Comité préparatoire des progrès accomplis dans les réunions organisées dans le cadre du Programme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme, conformément à sa résolution 45/155.
2. Par une lettre datée du 23 avril 1993, le Président du Comité international du Mouvement international "Rights and Humanity" a demandé que les recommandations de la Table ronde du Mouvement consacrée au renforcement de l'engagement en faveur de l'universalité des droits de l'homme soient distribuées à la quatrième session du Comité préparatoire.
3. La Table ronde, réunion satellite de la Conférence mondiale, s'est tenue à Amman du 5 au 7 avril 1993. Elle a réuni 32 participants qui représentaient divers groupes et organisations du monde entier. Elle avait pour objet de réaffirmer l'universalité des droits de l'homme et de promouvoir une approche positive de ces droits qui reflète mieux les valeurs humanitaires des diverses religions et cultures du monde.

TABLE RONDE DU MOUVEMENT INTERNATIONAL  
"RIGHTS AND HUMANITY"

RENFORCER L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'UNIVERSALITE DES DROITS DE L'HOMME

Amman, Jordanie, 5-7 avril 1993

La Table ronde du Mouvement international "Rights and Humanity" consacrée au renforcement de l'engagement en faveur de l'universalité des droits de l'homme a réuni 32 participants de religions et de cultures diverses venus de 18 pays et de tous les continents. Organisée à Amman, la Table ronde a adressé à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui doit se tenir à Vienne en juin 1993, des recommandations sur le principe de l'universalité des droits de l'homme ainsi que sur des stratégies destinées à renforcer l'engagement en faveur de ce principe.

Les participants ont réaffirmé le principe de l'universalité des droits de l'homme selon lequel chaque personne est considérée comme unique et tous les peuples vivent dans un monde interdépendant. Leurs discussions ont été guidées par la nécessité d'examiner les inégalités économiques qui existent entre les Etats et à l'intérieur de ceux-ci et, 1993 étant l'Année internationale des populations autochtones du monde, un intérêt particulier a été accordé aux droits de ces populations.

Les participants à la Table ronde ont recommandé que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, fasse figurer le texte suivant dans son document final :

La Conférence mondiale réaffirme les principe de l'universalité des droits de l'homme, de leur interdépendance et de leur indivisibilité.

Elle reconnaît que les principes sur lesquels sont fondés les droits de l'homme ont une origine universelle. Les droits de l'homme sont universels en ce sens qu'ils sont ceux de tous les membres du genre humain. Ils découlent de la dignité inhérente, dans une égale mesure, à tous les êtres humains.

Dans de nombreuses régions du monde et à de maintes périodes de l'histoire, des gens de religion et de cultures diverses, soutenus par leurs principes, codes et normes religieux et moraux, ont proclamé leur foi dans la dignité humaine et dans les droits de l'homme. Au niveau international, ces principes ont été énoncés dans la Charte des Nations Unies, dans la Charte internationale des droits de l'homme ainsi que dans d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme. Ces textes, qui ne sauraient être considérés comme exhaustifs, ni comme une codification statique des droits de l'homme, doivent être appliqués de manière effective et constamment renforcés.

Le concept de l'universalité des droits de l'homme, qui n'est pas immuable, s'adapte à l'évolution des besoins et aspirations de tous : personnes, familles, communautés et peuples. Chacun peut contribuer notablement à la compréhension, à la définition et à la mise en oeuvre des

droits de l'homme ainsi qu'à leur développement futur. Le principe d'universalité signifie que chacun, sans exception ni discrimination, peut jouir des droits de l'homme, que son gouvernement les reconnaisse et les respecte ou non.

L'importance de l'universalité a été confirmée par le fait que de nombreux peuples et groupes insistent pour ne pas être exclus du débat sur les droits de l'homme. Le principe d'universalité légitime les revendications exprimées en matière de droits de l'homme dans le monde entier.

#### RECOMMANDATIONS PARTICULIERES SUR L'UNIVERSALITE

1. La Conférence mondiale recommande que le principe de l'universalité des droits de l'homme soit interprété de manière à englober les éléments suivants :

- i) les droits de l'homme sont l'apanage de tous, y compris les personnes marginalisées, exclues et défavorisées;
- ii) le principe d'universalité exige la reconnaissance du fait que les peuples autochtones sont des membres à part entière du genre humain;
- iii) les codes internationaux relatifs aux droits de l'homme doivent refléter l'expérience humaine dans sa totalité;
- iv) l'universalité des droits de l'homme exige le respect de la diversité des religions et des cultures;
- v) les droits de l'homme sont interdépendants et indivisibles et leur universalité veut qu'une importance égale soit accordée d'une part aux droits économiques, sociaux et culturels, et d'autre part aux droits civils et politiques, conformément aux pactes des Nations Unies;
- vi) l'universalité des droits de l'homme exige que tous les Etats du monde, quel que soit leur niveau de développement économique ou politique, reconnaissent, protègent, respectent et promeuvent les normes internationalement reconnues dans le domaine des droits de l'homme, sans pour autant imposer un quelconque modèle politique, juridique, social ou culturel;
- vii) s'agissant des droits de l'homme, le principe d'universalité exige l'adoption d'une attitude équitable;
- viii) l'universalité des droits de l'homme exige en outre que les normes adoptées dans ce domaine soient appliquées d'une manière objective et non sélective;

- ix) le principe d'universalité impose à tous les gouvernements, groupes sociaux et individus, l'obligation et la responsabilité de respecter partout les droits de l'homme de chacun;
- x) le principe de l'universalité des droits de l'homme impose en outre l'acceptation d'une responsabilité à l'égard des droits des générations futures.

2. En vue de renforcer l'engagement en faveur de l'universalité des droits de l'homme, la Conférence mondiale recommande :

- i) qu'un dialogue visant à renforcer l'engagement universel en faveur des droits de l'homme s'instaure entre des peuples de religions et de cultures diverses, avec la coopération des organes de défense des droits de l'homme;
- ii) que toutes les mesures appropriées soient prises pour offrir aux peuples et groupes autochtones actuellement marginalisés ou exclus toutes les chances de participer et de contribuer de façon effective au processus d'élaboration et d'application des droits de l'homme;
- iii) qu'un rang de priorité plus élevé soit accordé à la garantie du respect des droits économiques, sociaux et culturels;
- iv) que les ressources du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme soient renforcées, en particulier pour garantir le respect des droits économiques, sociaux et culturels;
- v) que des critères efficaces soient élaborés et appliqués pour garantir la sauvegarde des droits de l'homme dans le domaine de la coopération pour le développement international;
- vi) que les conséquences des conditions imposées pour l'octroi d'une aide soient pleinement analysées et traitées dans l'optique des droits de l'homme;
- vii) que l'éducation et la formation, institutionnalisées ou non, dans le domaine des droits de l'homme, soient développées;
- viii) que les organisations non gouvernementales et les organisations à assise communautaire qui s'occupent des droits de l'homme soient renforcées pour participer pleinement au développement de la société civile et à la mise en oeuvre universelle des droits de l'homme.

Les participants ont en outre adressé à la communauté internationale, ainsi qu'aux organismes régionaux, nationaux et locaux et aux particuliers, les autres recommandations suivantes :

1. Renforcement de l'engagement en faveur de la notion d'universalité des droits de l'homme et des valeurs qui en découlent

a) Il est recommandé que le dialogue entre tous les peuples de religions, de cultures et d'idéologies diverses sur les racines spirituelles, philosophiques et sociétales des croyances et pratiques influant sur les droits de l'homme soit développé et approfondi.

b) Il est recommandé que les religions, cultures et traditions de tous les peuples soient considérées non seulement dans une perspective historique, mais également en fonction de la contribution vivante et dynamique qu'elles apportent à la paix, à la justice et aux droits de l'homme.

c) Il est recommandé, en ce qui concerne les deux recommandations qui précèdent, que soit reconnue la diversité des peuples autochtones.

d) Il est recommandé que les avocats assurant la défense des droits de l'homme, les théoriciens politiques, les théologiens, les philosophes et autres penseurs se consacrant aux droits de l'homme, étudient plus avant le principe d'universalité, le concept de l'égalité des droits et la nécessité de l'objectivité et de la non-sélectivité.

2. Renforcement des codes, institutions et initiatives qui favorisent l'universalité des droits de l'homme

a) Il est recommandé que les instruments relatifs aux droits de l'homme soient pleinement appliqués et constamment revus, que les normes internationales soient complétées et renforcées pour tenir compte de l'évolution rapide du monde et que, loin d'être abaissées, ces normes soient relevées.

b) Il est recommandé que soient renforcées l'éducation et la formation, institutionnalisées ou non, qui aident à motiver, informer et former les gens pour assurer la défense des droits de l'homme.

c) Il est recommandé que soient garanties la participation et la contribution des peuples autochtones à l'élaboration des textes juridiques.

d) Il est recommandé que le Mouvement international "Rights and Humanity" étudie plus avant les responsabilités qu'impose le respect des droits de l'homme et définisse une position commune sur l'éthique humanitaire internationale.

3. Renforcement des procédures politiques qui garantissent l'universalité des droits de l'homme

a) Il est recommandé que les droits et revendications en matière d'autodétermination soient examinés d'urgence.

b) Il est recommandé que soit affirmée la nécessité, pour les peuples autochtones, de jouir de la totalité des droits de l'homme, y compris le droit

à l'autodétermination, étant entendu que celui-ci peut se manifester sous diverses formes.

c) Il est recommandé que les problèmes des droits de l'homme posés par les transferts de population soient examinés pour que, dans tous les cas où de tels transferts violent les droits de l'homme, ils soient condamnés et que des mesures appropriées soient prises pour y remédier.

d) Il est recommandé que les droits des minorités nationales, ethniques, culturelles et religieuses soient reconnus et convenablement protégés et que les contributions qu'elles peuvent apporter du fait de leur expérience, de leurs perceptions et de leurs aspirations soient considérées comme précieuses.

Table ronde du Mouvement international "Rights and Humanity"  
Amman (Jordanie)

5-7 avril 1993